



JAPON

La sécurité énergétique du Japon

Mémoire de géopolitique

de l'ingénieur principal Jean-Charles FERRE

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique de l'Asie orientale"

Directeur : Madame Valérie NIQUET

Avril 2001

LA SECURITE ENERGETIQUE DU JAPON

Sommaire

Partie I :

L'ECONOMIE JAPONAISE : FONDEMENT DE LA PUISSANCE NIPPONNE
RETOUR HISTORIQUE
UNE SITUATION INCONTOURNABLE

Partie II :

LA DEPENDANCE ENERGETIQUE DU JAPON : UN COLOSSE AUX PIEDS
D'ARGILE
LES BESOINS DE L'INDUSTRIE JAPONAISE
LES ERREURS DU PASSE

Partie III :

UNE POLITIQUE DE SECURITE ENERGETIQUE TOUS AZIMUTS
OPTIMISATION DES BESOINS ENERGETIQUES
DIVERSIFICATION DES RESSOURCES ENERGETIQUES

LA SECURITE ENERGETIQUE DU JAPON

Table des matières

<u>INTRODUCTION</u>	<u>4</u>
<u>PREMIERE PARTIE :</u>	
<u>L'économie japonaise, fondement de la puissance nipponne.</u>	<u>5</u>
<u>I.1 Retour historique.</u>	
I.1.1 Epoque Meiji et l'influence européenne.	5
I.1.2 Le tournant de la seconde guerre mondiale.	6
I.1.3 La domination américaine de l'après guerre.	7
<u>I.2 Une situation incontournable.</u>	
I.2.1 Position géopolitique.	8
I.2.2 Pauvreté et richesse du pays.	9
I.2.3 Culture japonaise et son influence sur l'économie.	11
<u>DEUXIEME PARTIE :</u>	
<u>La dépendance énergétique du Japon: un colosse aux pieds d'argile.</u>	<u>13</u>
<u>II.1 Les besoins de l'industrie japonaise.</u>	
II.1.1 Un secteur secondaire pilier de l'activité économique	13
II.1.2 Conséquence des chocs pétroliers.	14
II.1.3 Les besoins de l'industrie.	16
<u>II.2 Les erreurs du passé.</u>	
II.2.1 Structures de l'activité pétrolière.	17
II.2.2 Une anticipation négligée.	18
II.2.3 Une réponse inadaptée.	19
<u>TROISIEME PARTIE :</u>	
<u>Une politique de sécurité énergétique tous azimuts.</u>	<u>22</u>
<u>III.1 Optimisation des besoins énergétiques.</u>	
III.1.1 Délocalisation de la production.	22
III.1.2 Déréglementation en matière pétrolière.	23
III.1.3 Activités de recherche et développement.	24
<u>III.2 Diversification des ressources énergétiques.</u>	
III.2.1 Le rôle du nucléaire au Japon.	25
III.2.2 La facture pétrolière vers le Proche-Orient.	27
III.2.3 Développement du partenariat régional.	28
<u>CONCLUSION</u>	<u>32</u>

INTRODUCTION

« Le monde arabe est une région importante pour le Japon, car quatre-vingt pour cent de ses importations pétrolières venant des pays arabes, la stabilité et la paix au Proche-Orient sont indispensables pour l'économie japonaise ». Cette phrase, citée en guise d'introduction dans le discours de monsieur Matsushiro Horiguchi, ambassadeur du Japon au Liban depuis 1998, résume de façon sous jacente un objectif majeur de son gouvernement. Au delà du message de paix et de stabilité, On devine dans ces propos que l'influence de la facture pétrolière japonaise vers les pays du golfe aura désormais une influence importante sur la politique étrangère du Japon.

L'orientation de cette politique est la conséquence des crises économiques successives qui ont fait prendre conscience au pays l'impérieuse nécessité de donner à son activité industrielle, point clé de son économie, les garanties nécessaires à son fonctionnement. Dans ce cadre, l'histoire nous a appris que le contrôle de la route du pétrole a toujours été un motif d'intervention militaire ou diplomatique marqué de la part du Japon. En effet, l'une des raisons de l'expansionnisme traditionnel des Japonais fut d'accéder aux sources pétrolières sans être gêné par aucune autre puissance. Aujourd'hui, et malgré de gros efforts de diversification, 75 % du pétrole utilisé par le Japon continue de venir de la région du Golfe Persique. La situation du pays a donc peu évolué et reste précaire en terme de sécurité énergétique : il n'importe que 11,5% de son pétrole d'Indonésie, 5,7% de Malaisie et 6,9% de Chine, c'est-à-dire de pays situés à l'est du point d'étranglement que représente Singapour.

D'autre part, si l'on s'intéresse aux voies de communication qui relient le pays à ses principales sources d'énergie, on constate que les Etats-Unis contrôlent le trajet des pétroliers dans sa totalité. Les points d'étranglement, comme le détroit de Malacca et Singapour ainsi que le détroit d'Ormuz appartiennent à d'autres puissances, que le Japon doit nécessairement avoir pour alliés ou doit, comme par le passé, soumettre manu militari. La dernière solution n'étant pas envisageable, on comprend la volonté nouvelle du Japon de jouer un rôle plus important dans le concert international. Le pays est en passe d'effacer cette image de « géant économique et nain politique » qui lui a longtemps collé à la peau.

Deuxième puissance économique mondiale, le Japon a réussi en moins de quarante ans à s'imposer comme un leader de l'activité industrielle. Cependant cette activité, très coûteuse en énergie, demeure extrêmement dépendante de ses approvisionnements énergétiques. Aussi, le maintien de son leadership conduit le pays à rechercher une plus grande diversification dans le catalogue de ses fournisseurs d'énergie et, à l'imitation un peu tardive des européens, il s'attache à développer des solutions alternatives dans l'espoir de réduire sa facture pétrolière. Dans ce cadre, il s'agit de comprendre au travers des éléments historiques, culturels et géopolitiques, quelles sont les solutions de moyen et long terme les plus adaptées pour répondre au problème crucial que le Japon rencontre dans le domaine de la sécurité énergétique.

PREMIERE PARTIE :

L'économie japonaise, fondement de la puissance nipponne.

I.1 Retour historique.

I.1.1 Epoque Meiji et l'influence européenne.

Meiji, littéralement «gouvernement éclairé», est à la fois le nom de l'ère proclamée en octobre 1868 par le gouvernement impérial japonais et le nom de règne (ou nom posthume) de l'empereur Mutsuhito ou Meiji Tenno. Cette nouvelle période d'ouverture de la nation japonaise sur le monde extérieur fait suite à deux siècles et demi de politique de « fermeture du pays » interdisant tout contact « impur » avec l'étranger.

Ce changement de cap naquit suite à un événement qui vint secouer la tranquille assurance du pays du soleil levant en 1853 ; à cette époque, quatre navires de guerre américains firent irruption dans la baie d'Edo, la capitale. Ils sont porteurs d'un message du président des États-Unis, exigeant l'accès aux ports japonais pour les navires commerçant avec la Chine. Face à ces vaisseaux à vapeur flambant neufs et surarmés, les autorités prennent douloureusement conscience du retard technologique du Japon, encore régit par un système féodal. Finalement, un traité est signé le 31 mars 1854, ouvrant deux ports japonais aux américains. Après plus de 250 ans de fermeture sur lui-même, le Japon est de nouveau contraint d'accepter des échanges avec le monde occidental. Ce traité montre la voie à suivre aux Anglais, aux Russes, aux Hollandais, puis aux Français, qui, constatant l'efficacité de la méthode américaine, envoient à leur tour des navires de guerre pour négocier des traités similaires. Le pays, comprenant l'inutilité de toute résistance face à la puissance occidentale, opte avec pragmatisme pour une politique de concessions minimales, en s'efforçant de conserver la souveraineté nationale.

Cependant, résolu à tirer profit de la situation, un fort contingent de jeunes étudiants est dépêché à l'étranger avec mission d'assimiler les techniques occidentales. Le but est en fait d'utiliser tous les moyens offerts par l'occident pour faire du Japon une puissance économique et militaire crédible sur le plan international, lui permettant de mener sa propre politique. Les gouvernants se donnent pour objectif de doter le Japon d'institutions modernes, d'une armée forte et d'une industrie de pointe. Ayant rétabli un gouvernement centralisé et aboli son système féodal, le Japon peut dès 1868 se lancer dans l'ère industrielle, à la poursuite des occidentaux. Iwakura Tomomi organise rapidement une mission d'étude aux États-Unis et en Europe. Entre 1871 et 1873, la plupart des réformateurs partent observer les institutions occidentales. L'influence de cette mission est considérable et permet au Japon de se mettre à l'école de l'Occident, notamment en ce qui concerne l'enseignement, le droit, les sciences et le système politique.

Les grandes entreprises créées par le shogun et les daimyos de la période d'Edo sont nationalisées, tandis que le gouvernement invite des ingénieurs étrangers, en particulier britanniques, à aider à la mise en place des premières structures industrielles. Les résultats de cette politique sont extrêmement rapides : la première ligne de chemin de fer est inaugurée en 1871 entre Tokyo et Yokohama. Dans les années 1870 se développent le télégraphe, l'éclairage au gaz et le chemin de fer; dans les années 1880 l'éclairage électrique, le tramway et la photographie; et dans les années 1890 le téléphone. Par l'intelligence de ses dirigeants, le pays rattrape en quelques années son retard sur les grandes nations. En effet, profitant de l'avance de

l'occident, le Japon évite ainsi les écueils engendrés par le tâtonnement des premières années de l'ère industrielle occidentale. L'ensemble des décideurs adhère à cette politique, mais de sérieuses divergences apparaissent sur la meilleure façon de la mener.

En effet, la Constitution signée en 1889 rend le Japon quasiment ingouvernable. Ses dirigeants, confrontés à une opposition de plus en plus active et à de grandes difficultés intérieures, cèdent à la tentation d'une politique répressive et expansionniste. L'essor économique fulgurant, les besoins en matières premières et une démographie galopante militent en faveur d'une politique belliciste soutenue par l'armée. Le grand Japon impérial se constitue, assurant débouchés et ressources à une nation condamnée au début du siècle, selon une formule juste pour l'époque, à exporter ou mourir. Dès 1894 se présente une opportunité de guerre avec la Chine. Rapidement victorieux, le Japon y acquiert de substantiels avantages économiques et territoriaux, et une certaine considération des occidentaux, qui acceptent de réviser les traités de commerce, jusque-là désavantageux pour le Japon. Le sentiment de fierté nationale qui en résulte permet aux militaires de s'immiscer peu à peu dans les affaires de l'Etat. En 1905, de retentissantes victoires lors de la guerre russo-japonaise, suivies en 1909 par l'annexion de la Corée, installent définitivement les militaires aux commandes du pays.

L'empereur Mutsu Hito décède en 1912, clôturant la période Meiji et ouvrant la période Taishô. La période Meiji a été marquée par un formidable essor du capitalisme, et une reconnaissance internationale, le Japon devenant le « fer de lance » de la civilisation technique et industrielle en Asie. Cette reconnaissance politique reposait uniquement sur sa puissance militaire et économique. L'expansionnisme militaire du Japon, donnera sa pleine mesure jusqu'au déclenchement du conflit qui va l'opposer aux Etats-Unis le 7 décembre 1941.

I.1.2 Le tournant de la seconde guerre mondiale.

A l'aube de la seconde guerre mondiale, le Japon est en pleine expansion. Le surpeuplement et la pauvreté de son sol poussent les autorités à exporter sa population. La production industrielle explose littéralement et recherche de nouveaux débouchés, une main-d'œuvre toujours plus importante et des matières premières en plus grande quantité que sur son propre sol. La renégociation des traités commerciaux et la qualité de ses forces armées ont donné au Japon le rang de puissance de l'Extrême-Orient. Se comportant comme tel, le pays a entrepris une politique coloniale depuis le début du siècle en s'imposant durablement en Corée et en Chine. Fort de ses succès faciles, le parti de la guerre au pouvoir impose sa vision d'une Asie asservie aux intérêts économiques japonais.

La guerre qui s'installe en Europe oblige le Japon à faire un choix concernant sa politique belliciste : la terre ou la mer. Après un échec en Mongolie en 1939, le choix de la voie maritime est définitivement choisi. L'extension dans le sud-est asiatique mène irrémédiablement le Japon à une guerre contre les Etats-Unis.

Après l'invasion du Tonkin français, Les Japonais s'attaquent aux possessions hollandaises de l'archipel de la Sonde. Ces actes conduisent les Américains à décréter un embargo sur le pétrole et contribuent à accroître l'hostilité entre le Japon et les États-Unis. Cette décision d'isoler économiquement le Japon et de tenter une asphyxie de son activité industrielle

est jugée des plus inquiétantes par le pouvoir nippon. Pour une structure d'Etat basée sur la puissance économique et un militarisme forcené, l'absolue nécessité de rompre l'embargo a, sans conteste, participé à la décision d'anticiper le déclenchement des hostilités nippo-américaines.

La campagne menée par le Japon se distingue alors par sa rapidité et par l'ampleur des opérations. L'ensemble des positions alliées du sud-est asiatique est prise de cours par l'assaut éclair mené par les forces japonaises. La stratégie adoptée fait clairement apparaître la nécessité d'obtenir une victoire la plus large et la plus rapide possible. Si la conquête terrestre s'était contentée d'une guerre d'usure dans un conflit de tranchées, la bataille du Pacifique mettait en relief le besoin absolu d'écourter les hostilités. Les inquiétudes face la perte éventuelle de la ressource énergétique et des voies d'acheminement marquent ici son influence sur les choix stratégiques des conflits armés. Le Japon se devait d'anéantir totalement et rapidement les forces américaines pour pouvoir garantir la pérennité de ses approvisionnements. Le maintien de son activité économique exigeait cette condition. Sans toutefois minimiser les aspirations hégémoniques du Japon à cette époque, on peut raisonnablement penser qu'une part non négligeable des opérations militaires furent menée dans un soucis d'assurer au Japon son rayonnement économique et la pérennité de sa puissance industrielle.

I.1.3 La domination américaine de l'après guerre.

Après sa reddition le 2 septembre 1945, le Japon est en ruine, 30 % des centrales thermiques sont détruites, 58 % des raffineries, 40 % des villes, 30 % des usines et 80 % de la marine. Le pays est entièrement soumis au bon vouloir de son vainqueur, ou du moins au seul qui veuille prendre ses affaires en main. Dans ce cadre, la seconde révolution que va connaître le Japon diffère profondément de la première car elle est imposée par les seuls Etats-Unis, l'Europe ne jouant pratiquement aucun rôle dans ce processus. A la différence de l'époque Meiji, l'efficacité américaine génère des changements spectaculaires en quelques années seulement.

Pour cela, le général Mc Arthur va remettre sur pied à sa manière l'Etat et l'économie du Japon. Celui-ci est amputé de la totalité de son empire colonial, perdant d'un seul coup une main d'œuvre nombreuse et servile, ainsi que de colossales richesses en matières premières. Simultanément, l'industrie japonaise subit un démantèlement d'envergure, illustré par la dislocation des grandes firmes existantes, les zaibatsu. Les grandes familles ayant dirigé les groupes industriels sont évincées. Les niveaux de production industrielle sont contrôlés ou réduits, certains secteurs disparaissent : armement, équipement lourd, chimie de synthèse. Enfin, l'administration est épurée ce qui écarte environ 200 000 personnes des postes à responsabilité.

Pourtant, dès 1947, les activités industrielles et notamment celle de l'armement redémarrent, grâce à l'opération « Roll up ». Cette mission consiste pour Mc Arthur à rapatrier au Japon tous les matériels militaires déployés lors du conflit, pour les reconditionner pour un éventuel affrontement avec les pays communistes, l'URSS ou la Chine. La reconstitution de la capacité industrielle du Japon date de cette époque. En fait, c'est l'économie japonaise tout entière qui redémarre. En 1949, suivant les conclusions du rapport Mc Coy, les lois antitrust sont atténuées et un plan de type Marshall (plan Ashida) permet de faire face aux énormes besoins de reconstruction. Les grands groupes industriels, un temps dissous, se reforment (Mitsui, Mitsubishi). Cette situation transforme le pays en un vaste chantier travaillant tant au profit des infrastructures japonaises que pour les troupes américaines qui combattent en Corée.

Depuis lors, les Etats-Unis n'ont plus considéré le Japon comme une nation vaincue mais comme un allié industriel et une base logistique au service des forces américaines dans ses

différentes campagnes d'Extrême-Orient. Toutes les limitations héritées de la défaite sont levées. Le pragmatisme des japonais se traduit par une mise en valeur exceptionnelle de ses atouts dans le cadre d'une planification quinquennale aux résultats remarquables: la production industrielle augmente de plus de 36% en 1951, de 10% en 1952, et de 23% en 1953.

I.2 Une situation incontournable.

I.2.1 Position géopolitique.

Le Japon ne présente pas une situation géographique favorable. Constitué de quatre îles principales et de milliers d'îlots, sa superficie de 337 619 km² doit assurer l'existence de plus de 125 millions d'habitants. Encore faut-il préciser que, compte tenu de l'étendue des reliefs montagneux et de la forêt, la population japonaise se concentre sur un sixième seulement de la surface du pays. Cette situation de pression démographique sur le littoral va jouer un rôle de tout premier ordre dans la politique intérieure et extérieure du Japon.

La position de l'archipel japonais allie les avantages de l'insularité et les inconvénients d'une position marginale vis-à-vis des puissances économiques occidentales. Le pays a en effet profité sur de longues périodes de cette protection naturelle qu'offre la barrière maritime. C'est ainsi que le Japon s'est soustrait au colonialisme forcené qu'a subi tout le continent asiatique. Mais l'avantage d'être une île se situe également dans les opportunités de s'ouvrir, sans contrainte de frontière ou de pays écran, aux marchés étrangers. La Grande Bretagne a influencé le Japon jusqu'à copier son système politique à l'époque de l'ère Meiji. La puissance navale nipponne, jamais démentie depuis le début du siècle, témoigne de l'importance donnée aux capacités de projeter son pouvoir, par le commerce ou par la force. Sa capacité maritime fit du Japon la grande puissance du Pacifique Nord, ce qui lui permit de tenir longtemps un rôle de premier plan sur la scène internationale jusqu'en 1940.

Dans ses relations avec ses voisins, le Japon a été confronté aux deux autres géants du monde asiatique. La constante géopolitique de l'empire japonais fut de considérer son grand voisin chinois comme la menace suprême. En effet, la taille, la proximité et l'immense population de la Chine génèrent chez les japonais une crainte tenant de l'obsession, crainte qui perdure aujourd'hui.

Le second pôle d'attraction régional fut la confrontation récurrente avec l'empire russe ou soviétique sur l'hégémonie dans cette partie du globe. Le rêve japonais d'un grand empire s'étendant sur l'Asie et le Pacifique s'est en fait brisé au profit d'une Union Soviétique annexant les îles Kouriles et par la perte de tous ses territoires précédemment annexés. En fait, le triangle Russie-Chine-Japon nourrit des siècles durant les relations conflictuelles de l'Asie extrême orientale.

La fin des années quarante fut une époque de gigantesques bouleversements pour les japonais. En effet, l'occupation américaine et les débuts de la guerre froide transformèrent le statut du Japon qui passa d'un pays vaincu au rôle d'équipier des américains dans la lutte contre le communisme. Du coup, l'image de la défaite s'estompa et fit place à une collaboration active mais surtout lucrative pour la nation japonaise. Face aux deux géants communistes que furent l'URSS et la Chine, le Japon bénéficia du statut d'actif et unique défenseur du monde occidental en Extrême Orient. La protection garantie par les Etats-Unis, le pays s'attacha à développer sans réserve l'autre volet de son désir hégémonique : sa puissance économique.

Du point de vu politique, l'implosion du monde soviétique et l'ouverture de la Chine à l'économie de marché bouleversèrent profondément les données géopolitiques de la région. L'atténuation du spectre communiste et le renouveau de l'intérêt des américains pour la Chine gomme la perception occidentale d'une nation japonaise fer de lance de la démocratie en Extrême-Orient.

Aujourd'hui, le Japon doit faire face à une situation géopolitique paradoxalement moins rassurante qu'il y a dix ans. La belle insouciance d'alors a laissé place à la nécessaire affirmation de son poids international, volet longtemps négligé de par la rassurante protection américaine et le maintien d'un taux de croissance à deux chiffres. Ainsi, on a vu naître depuis quelques années une augmentation sensible des investissements japonais, dans le domaine diplomatique et humanitaire, marquant ainsi la nouvelle politique internationale de l'empire japonais (politique africaine d'aide au développement, participation financière à la guerre du golfe, investissements dans les pays de l'Extrême orient). Le Japon aspire au rétablissement de sa représentation internationale. L'appui des puissances occidentales pour son accession au rang de nation siégeant en permanence au conseil de sécurité confirme ce retour sur la scène diplomatique. Si le Japon veut jouer un rôle dans la mondialisation des échanges, il lui faut inmanquablement s'affirmer sur la scène internationale, sa position de puissance économique et de leader régional en dépend. Le « nain politique » a vécu.

I.2.2 Pauvreté et richesse du pays.

Au regard des besoins actuels de son économie, les ressources naturelles du Japon sont peu importantes. Pourtant, il ne faut pas minimiser certains avantages qui donnent au pays un potentiel qui a pu, dans le passé, permettre l'autosuffisance de l'archipel. Ainsi, peu de minerais importants manquent totalement (présence de charbon, de nickel, de bauxite ou de phosphates). Ces produits demeurent néanmoins en quantités largement insuffisantes pour une exploitation rentable.

Par conséquent, si le Japon a su tirer parti de son insularité pour développer son commerce et particulièrement son industrie de transformation, il demeure que la faible quantité de ses richesses naturelles a joué un rôle éminent dans les structures économiques de cette nation. En effet, le pays ne possède dans son sous-sol que peu de ressources. Le charbon, présent dans le Nord du pays, est d'une exploitation difficile et de piètre qualité. Les quantités sont d'autre part très insuffisantes, ce qui impose des coûts d'exploitation prohibitifs. Cette source d'énergie, qui représentait encore l'essentiel des besoins en 1960 (90%), est devenue un secteur sinistré. Aujourd'hui, les quelques 8 000 salariés des mines d'Hokkaido produisent moins de 5 millions de tonnes par an, face aux 130 millions de tonnes importées chaque année d'Australie ou des Etats-Unis.

Même indigence pour le pétrole et le gaz. La production des bassins de la côte Nord-Ouest de Honshu et du gisement off-shore à Aga Oki demeure marginale avec une moyenne de 550 000 tonnes par an. On est loin des besoins annuels s'établissant à 270 millions de tonnes, chiffres qui placent le Japon au deuxième rang mondial des importateurs derrière les Etats-Unis.

L'eau est peut-être la seule richesse naturelle. Bien que le réseau hydrographique soit sans aucune mesure avec les immenses fleuves continentaux, il entretient la couverture forestière et a permis au pays de se doter d'un potentiel hydroélectrique systématiquement exploité. Cette mise en valeur fournit environ 10 % des besoins japonais en électricité. Pour alimenter ses besoins industriels en énergie, et malgré la forte délocalisation de sa production, le Japon est l'un des premiers producteurs mondiaux d'électricité. En 1997, la production annuelle a dépassé 1 000 milliards de kWh, dont 60 % d'origine thermique, 10 % d'origine hydroélectrique et 30 % d'origine nucléaire. Avec plus de 7 000 kWh consommés chaque année par habitant, le Japon se place à nouveau comme le deuxième consommateur après les Etats-Unis.

L'insuffisance de ses ressources énergétiques oblige le Japon à importer en grande quantité des matières premières, ce qui constitue le premier secteur d'importation. Cette situation fait du Japon une nation très vulnérable, car toutes ses matières premières et l'essentiel de ses sources d'énergie, vitales pour son économie, viennent de l'extérieur.

Importations énergétiques et production électrique au Japon :

	1984	1999
Importations de pétrole	176 Mt	274 Mt
Importations de charbon	87 Mt	129 Mt
Production électrique	504 Md kWh	1010 Md kWh

La géographie générale du Japon est également un obstacle au développement harmonieux du territoire. S'étendant sur plus de 2000 km, le Japon subit des conditions climatiques souvent rigoureuses alliées à une forte occurrence des catastrophes naturelles. De plus, l'importance des zones forestières et montagneuses (66% du territoire) face à l'exiguïté des vallées habitables génère le problème de la surpopulation des côtes. De ce fait, le Japon est un pays « mal peuplé ». 16 préfectures sur 46 représentent la moitié de la population qui se concentre sur la côte orientale de l'archipel.

Il s'en suit un développement déséquilibré des structures d'équipement. L'ensemble des centrales thermiques présente un maillage de petites unités disséminées en fonction des besoins sur les secteurs en forte expansion. Cela ne favorise pas l'optimisation des moyens de production et les économies d'énergie.

Cet exemple illustre le développement anarchique et le manque de planification en termes de valorisation du territoire. Une nature plutôt hostile et une politique d'industrialisation à outrance des façades côtières ont laissé en friche les deux tiers du pays.

En résumé, le Japon a offert à son peuple un sous-sol économiquement médiocre, inadapté aux aspirations de la nation. L'absence de richesse sera remplacée par l'aptitude exceptionnelle de ses habitants à comprendre les nouveaux défis, à saisir sa chance au moment opportun pour développer une activité de transformation infiniment plus rentable. Au-delà de l'hostilité des éléments, d'un aménagement territorial anarchique et d'une pauvreté minière pénalisante, le pragmatisme des japonais a su faire naître d'une terre ingrate un géant économique. La richesse du pays se situe par conséquent dans son peuple et sa capacité à comprendre et à exploiter les bouleversements de son environnement. L'ingéniosité des japonais a permis de construire une économie presque entièrement détachée du milieu naturel.

I.2.3 Culture japonaise et son influence sur l'économie

Les économies occidentales se sont longtemps interrogées sur l'exceptionnelle réussite du Japon en matière industrielle. Comment, en effet, un pays a pu, en une génération, passer littéralement d'un immobilisme moyenâgeux à une ère de succès économiques rivalisant avec les plus grands. Cette question a longtemps perturbé les nations modernes, ancrées dans leurs certitudes que la richesse de la terre est la source incontournable du succès. La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis ont fondé leur puissance sur l'exploitation de leur sol ou de celui de leurs colonies, persuadés qu'aucune autre alternative n'était en mesure de fournir une réponse viable. Pourtant le Japon surprit par ses succès militaires en Chine et l'humiliation qu'elle infligea aux Russes en 1905. Ceci lui permit de s'asseoir aux tables de négociation en tant que grande puissance.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que les clés de la réussite japonaise réside non dans sa richesse matérielle, mais dans l'esprit même de la culture japonaise. Le général Mc Arthur lui-même s'étonnait de voir à quel point les japonais qu'il avait combattu, étaient finalement et naturellement dotés d'un esprit marqué de pacifisme et de coopération. Il en conclut certainement que la plus grande qualité de ce peuple devait résider dans ses capacités à s'adapter en luttant jusqu'au sacrifice pour le bien commun. L'esprit de cohésion, dans lequel le pays trouve sa force, prend racine dans les valeurs inséparables de la culture nippone.

Le Japon, c'est d'abord une culture pétrie de religion et de philosophie. Cet esprit met en avant les vertus de l'austérité, du respect d'autrui, et du sentiment que l'existence terrestre n'est qu'un passage. Le confucianisme entraîne quant à lui ses adeptes vers un sens profond de la discipline. On comprend que de telles qualités peuvent, si elles sont intelligemment exploitées, générer un dynamisme collectif suffisamment productif pour contre balancer l'absence de richesses naturelles. D'autre part, une adaptation facile aux influences étrangères n'a pas effacé les caractères de la mentalité originelle. Peu de pays offrent un tel exemple de cohésion nationale. Dans tous les conflits et dans tous les domaines, la recherche patiente d'un consensus entre partenaires est la première démarche de l'esprit qui permet presque toujours d'aboutir à un accord satisfaisant les positions en présence. Si le heurt des générations existe, et prend parfois une acuité singulière, l'entente se retrouve pour adopter une solution conforme à l'intérêt de tous. Pour tenter de pénétrer le comportement japonais, il faut d'abord admettre ce sens profond de l'unité : les succès de l'économie du Japon sont avant tout le résultat d'une communauté.

En 1945, les américains ont vite compris que le symbole nécessaire à la synergie populaire résidait en la personne de l'empereur, véritable dieu vivant et source de l'unité

nationale. Il est en effet remarquable, que par la volonté d'un seul homme, une nation tout entière plutôt pacifique, ait pu conduire durant près de quatre années une guerre sans limite jusqu'au sacrifice suprême. Le maintien très controversé de la dynastie impériale après la guerre s'explique par le désir des Etats-Unis de conserver un Japon uni comme base d'appui face au péril communiste.

Aujourd'hui, le Japon continue de marquer sa différence par l'exploitation originale et pragmatique de cette richesse. En effet, dans nul autre pays, on ne retrouve l'esprit de « libéralisme éclairé » qui règne au Japon. Ce pouvoir, sorte de délégation « divine » du pouvoir impérial en terme de conduite économique, est dévolu au tout puissant MITI, le ministère de l'économie et du commerce extérieur. Celui-ci est en charge de la stratégie de conquête des marchés extérieurs et donc à la source de toutes les grandes décisions en matières économiques. Il établit une politique de planification qui s'impose à tous les acteurs de la vie professionnelle. Les grandes entreprises, bien que concurrentes, sont sensibles aux visions de long terme développées par l'Etat et appliquent consciencieusement la politique du très interventionniste MITI.

De plus, le Japon se caractérise par une population très éduquée (plus de 90 % de bacheliers), d'un niveau culturel des plus élevé et de travailleurs qualifiés, capables de s'adapter aux mutations économiques. Cette main d'œuvre, peu exigeante au début, évolue cependant vers un discours plus radical en terme d'emploi. En effet, même si le japonais demeure très attachés à l'entreprise qui l'emploie, l'éternelle fidélité à la société n'est plus d'actualité. Il demeure pourtant un sens profond du consensus entre partenaires, ce qui évite en général les conflits aux conséquences désastreuses. La population ressent de plus en plus le besoin de personnaliser son existence, entamant par ce désir le sens profond de l'unité du pays : celui qui traduit les succès de l'économie japonaise comme le résultat d'une communauté.

DEUXIEME PARTIE :

La dépendance énergétique : un colosse aux pieds d'argile.

II.1 Les besoins de l'industrie japonaise.

II.1.1 Un secteur secondaire pilier de l'activité économique.

Quasi détruite au sortir de la seconde guerre mondiale, l'industrie japonaise s'est reconstruite en l'espace de trente ans. Faisant suite à la levée des plafonds de production imposés après la guerre, la croissance industrielle a atteint une moyenne de 9,4 % par an au cours de la période 1965-1980, et elle a été de 6,7 % par an jusqu'en 1988. Le Japon est aujourd'hui la deuxième puissance industrielle du monde.

La base de l'industrie japonaise est la sidérurgie. A l'époque Meiji, la fin du système féodal permet, par l'influence européenne, la reconversion des grandes familles dépouillées de leurs pouvoirs : les seigneurs voient leurs fiefs transformés en préfectures, mais sont indemnisés. En réinvestissant ces sommes dans le commerce et l'industrie, ils se transforment alors en capitaines d'industrie. Le pragmatisme japonais permet alors la mise en place rapide d'une industrie moderne tournée principalement vers ce qui domine l'activité industrielle du moment: la sidérurgie. L'existence de gisements de charbon au Nord donne un essor considérable à l'industrie de l'acier et propulse le Japon parmi les grandes puissances industrielles de l'entre deux guerres. A l'image de l'Allemagne nazie, le Japon s'appuie sur son industrie et une planification militaire forte, pour se sortir de la grande dépression qui touche l'ensemble du monde occidental. A l'époque où la puissance se mesure à la quantité d'acier produit, le Japon bénéficie d'un outil industriel efficace et moderne, au service d'une politique d'expansion militaire, puisant dans les ressources immenses des zones colonisées.

Durant les années 70-80 et sous l'influence de la crise mondiale, ont été mis en lumière les dangers encourus par un suréquipement adapté à des taux de croissance à deux chiffres. Le MITI impose alors des réformes structurelles par la promulgation de la loi de stabilisation en 1978. Le nombre de hauts fourneaux est réduit, les aciéries les moins rentables perdent leurs subventions et l'Industrial Structure Council procède aux regroupements nécessaires des petites unités. Près de 50 000 salariés seront touchés par ces restructurations. De même, l'activité navale perd en cinq ans (1980-1985) environ 35 % de sa capacité de production.

Aujourd'hui, le Japon continue néanmoins de faire peser sur le secteur industriel près de 40 % de son produit intérieur brut, en y employant près d'un tiers de ses actifs, c'est-à-dire 10 % de plus que les Etats-Unis. Ces données montrent que, malgré une forte restructuration, le Japon conserve une puissante base dans l'industrie, et notamment dans l'industrie lourde (métallurgie, mécanique, chimie). Le secteur de la mécanique, le plus valorisant des grands secteurs industriels, demeure le fleuron de l'industrie japonaise. Il va du premier rang mondial dans les secteurs de l'automobile (27 % du marché), de la construction de robots, des semi-conducteurs et des circuits intégrés.

Les secteurs métallurgiques et chimiques ont su profiter des soubresauts de l'économie mondiale pour se restructurer et ainsi accroître les économies d'échelle. L'industrie de l'aluminium a ainsi été réduite de moitié, et la sidérurgie reconfigurée, passant de 119 millions de tonnes d'acier produits en 1973, à 104 millions de tonnes en 1999. La sidérurgie japonaise reste malgré tout au premier rang mondial. Le pays se place également aux premiers rangs mondiaux pour la construction navale et les industries électroniques. Si l'on considère l'évolution de l'industrie nipponne sous un angle stratégique, on s'aperçoit qu'une fois de plus, le Japon a su orienter son outil de production du quantitatif (industrie de masse, produits lourds faiblement transformés à faible valeur ajoutée) vers le qualitatif (produits finis ou semi-finis à forte valeur ajoutée).

Pour cela, le MITI s'est appuyé sur la souplesse d'adaptation des industries japonaises. Il est en effet remarquable de constater à quel rythme l'innovation et les nouvelles technologies prennent place dans le processus d'industrialisation. L'ensemble de la recherche japonaise est exclusivement tourné vers la production. Les entreprises disposent en permanence de cellules d'informations économiques et technologiques à l'étranger, qui leur permettent de réagir rapidement aux fluctuations du marché. L'industrie apparaît en constante réorganisation, et cette souplesse fait sa force principale. Tout cela conduit le pays à bénéficier d'une productivité des plus élevée au monde.

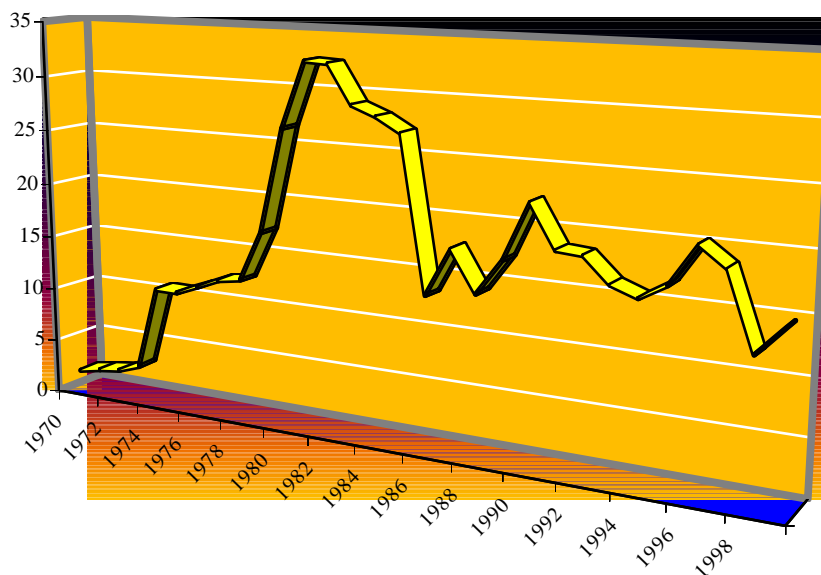
La stratégie industrielle du Japon est donc bâtie sur la capacité d'adaptation au marché, mais également sur l'aptitude de ses acteurs (le MITI et les travailleurs) à cerner les véritables objectifs et contraintes de l'évolution. Cette excellence permet aux produits industriels de représenter la quasi-totalité des exportations du Japon (90 % des exportations sont des produits manufacturés), le tiers des exportations se faisant vers les USA. Le pays n'ayant rien à offrir de par la pauvreté de son sol, le secteur industriel est donc la véritable source de la puissance japonaise.

II.1.2 Conséquences des chocs pétroliers.

Le premier choc pétrolier touche les pays industrialisés de façon diverse, les taux de dépendance des économies de ces pays par rapport au pétrole variant sensiblement. S'il n'est que de 13 % aux États-Unis, il dépasse 60 % pour l'Europe occidentale, atteignant même 75 % en France, tandis qu'il est de plus de 90 % au Japon.

L'industrie des pays riches subit de plein fouet l'augmentation des prix du pétrole. Celui-ci, par une politique de réduction de la production, passe en 1973 de trois dollars à plus de onze dollars le baril. L'OPEP a pour la première fois, et profitant de la guerre de Kippour, imposé aux puissances occidentales sa vision du marché pétrolier international.

Prix du baril de brut en US \$.



Les conséquences du choc pétrolier sur l'économie de ces pays sont très importantes. La hausse du pétrole bouleverse tous les équilibres internes et externes. L'industrie japonaise, basée sur la métallurgie lourde et habituée à une croissance forte, voit son activité se réduire au détriment de la balance commerciale. La réduction des importations entraîne un fort ralentissement de l'activité économique de l'ensemble des pays industrialisés.

En fait, le Japon subissait depuis la crise du dollar en 1972, une crise monétaire importante et dont les conséquences ne peuvent être négligées, mais sont au moins pour autant responsables de la crise que la hausse du prix du pétrole. Au résultat en 1974, le PNB recule et le Japon accuse un déficit commercial. Le pays traverse alors une situation de crise commerciale accompagnée d'une inflation importante. Le marasme s'installe, le Japon connaît pour la première fois un chômage important. Le gouvernement intervient dès 1974 par un plan : le « Sunshine Program » qui a pour objectif de freiner la consommation et d'initier l'étude des énergies de substitution.

Le rétablissement économique à partir de 1975 est spectaculaire. Il s'appuie sur une politique de réduction des exportations. L'excédent de la balance commerciale s'effondre et le pays limite les conséquences par une politique un peu timorée d'économies d'énergie. Un début de délocalisations renforce la politique de réduction de la consommation d'énergie et permet l'ouverture de nouveaux marchés. Le MITI profite de cette situation pour donner une nouvelle orientation à l'activité industrielle. Ainsi, après l'accent mis sur l'industrie métallurgique, le pays se tourne vers des secteurs à la croissance prometteuse comme l'automobile.

Lors de la seconde crise pétrolière en 1978, une politique plus cohérente est mise en œuvre. Cette fois, le plan « Moonlight Program » envisage que la crise peut durer. L'industrie est engagée dans une voie de stabilisation ; Les secteurs menacés sont restructurés en profondeur. La sidérurgie entame une réduction de ses sites par la fermeture des unités anciennes, ce qui engendre une nouvelle poussée du chômage. Les chantiers navals sont également inclus dans le plan de restructuration. Ce secteur, qui bénéficiait d'une position internationale dominante, voit sa capacité de production réduite d'un tiers en cinq ans et perdre près de 60 000 emplois en dix ans. Le secteur de l'aménagement du territoire est à nouveau à l'ordre du jour et promet un

regain de l'emploi. L'organisme semi-public NEDO (New energy Development Organization) prend en charge les énergies nouvelles, la crise charbonnière et le contrôle des importations.

Le Japon se sort de ces crises successives sans avoir véritablement résolu ses problèmes de structure. Sa dépendance énergétique reste importante et les solutions apportées n'ont fait que limiter la consommation d'énergie sans modifier le processus d'approvisionnement. Le pays ne cherche pas encore à trouver dans son environnement les solutions durables aux difficultés latentes.

II.1.3 Les besoins de l'industrie.

La force industrielle de ce pays a été construite sur des activités de production de base (métallurgie, sidérurgie, pétrochimie, etc...). Même si depuis quelques années les industries de base ne sont plus prépondérantes, elles représentent encore plus de 25 % de la production industrielle, et ce malgré la forte concurrence des nouveaux acteurs régionaux. Or, ce domaine d'activité génère deux difficultés pour un pays vierge de toute ressource : l'absence de matières premières d'une part, et les besoins en énergie d'autre part sont deux secteurs non maîtrisés par le producteur. Face à des concurrents qui sont en mesure de contrôler une (voire deux) de ces composantes (pays à matières premières ou pays à ressources d'énergie), le Japon se trouve dans l'obligation d'améliorer sa compétitivité.

En effet, son indigence en matières premières sources d'énergie est telle que son économie était, jusqu'aux années 70, dépendante à 90 % du pétrole venu pour sa majeure partie du golfe persique. Les raisons de cette situation viennent du fait que l'essentiel de sa production en électricité est issu de petites unités disséminées au gré des besoins locaux, et dont le fonctionnement demeure en majorité d'origine thermique. Aujourd'hui le poids de l'activité industrielle sur la vie économique (37.2 % du PIB) fait de ce pays un champion de la consommation en énergie. Si le nucléaire et l'hydroélectrique ne nécessitent pas d'importations (uranium excepté), en revanche la production thermique conduit le Japon au deuxième rang des pays importateurs de pétrole avec près de 270 millions de tonnes annuelles.

Les besoins charbonniers doivent subvenir à une activité métallurgique qui maintient le Japon à la première place des pays producteurs d'aciers classiques et spéciaux. En aval de cette activité se trouve l'essentiel de la richesse industrielle d'aujourd'hui, celle sur laquelle le pays se place aux premiers rangs mondiaux : la construction navale, les industries électroniques, la construction automobile et la sidérurgie. En 1997, le Japon a produit les 104,5 millions de tonnes d'acier nécessaires au fonctionnement de son secteur secondaire et au maintien de son leadership. Il a fallu cependant importer près de 130 millions de tonnes de charbon, ce qui en fait le premier importateur mondial.

L'insuffisance de ses ressources énergétiques oblige le Japon à importer en grande quantité des matières premières, qui constituent le premier secteur d'importations. Ce domaine est sans conteste l'élément le plus fragile de l'économie japonaise. Le Japon se positionne donc comme un leader soumis aux aléas de marchés contrôlés par des nations qui basent leur activité essentiellement sur leurs exportations. Cet état conduit le Japon à rechercher un meilleur équilibre de ses approvisionnements en misant en priorité sur la réduction de sa facture pétrolière vers les pays du golfe.

II.2 Les erreurs du passé

II.2.1 Structures de l'activité pétrolière.

Le Japon importe 270 millions de tonnes de pétrole chaque année (essentiellement du brut). Pour cela, le pays s'appuie sur un important réseau de raffineries. La capacité japonaise de raffinage est répartie entre une quarantaine d'unités de production, principalement situées sur les côtes sud-est et sud du pays.

Ce réseau présente des usines de taille relativement modestes (5 Mt/an), six d'entre elles seulement dépassant les 10 Mt/an. En comparaison, un pays comme la France raffine chaque année la moitié des quantités japonaises avec seulement une dizaine de raffineries, la plus importante d'entre elles ayant une capacité annuelle de 20 Mt. D'autre part, les raffineries japonaises sont détenues par 26 compagnies dans un réseau très complexe de participations croisées, typique du modèle japonais. L'organisation, héritage d'un développement pour le moins anarchique, pèse de façon importante sur la faible rentabilité du raffinage japonais.

Les six plus grosses raffineries japonaises :

Sociétés	site	Capacités (en Mt/an)
COSMO OIL	Chiba	12,5
IDEMITSU KOSAN	Chiba	13
JAPAN ENERGY	Mizushima	10,4
MITSUBISHI OIL	Mizushima	12
SHOWA YOKKAICHI SEKIYU	Yokkaichi	12,5
TONEN	Kawasaki	12,5

Cette situation est la conséquence d'une stratégie protectionniste mise en place par le MITI depuis que le pétrole est devenu dans les années 60, la principale source énergétique du pays. En effet, au regard de la dépendance de l'économie vis-à-vis des ressources énergétiques, le Japon a toujours protégé son industrie pétrolière aux raffineurs afin de garantir la sécurité de ses approvisionnements en limitant les acteurs de cette activité.

Dans un passé récent, l'idée principale et logique des dirigeants du pays était en effet que, dans le cas d'une crise des approvisionnements, le pétrole brut était plus facile à obtenir sur les marchés que les produits raffinés. Il fallait par conséquent disposer d'une capacité de raffinage importante pour couvrir les besoins de l'économie et surtout de l'industrie.

C'est la raison pour laquelle seuls les raffineurs étaient autorisés à importer des produits déjà raffinés. Toutefois, ces derniers ayant intérêt à valoriser au maximum leur production à la fois du point de vue financier et pour être autorisés par le MITI à accroître leur capacité, ont eu tendance à limiter leurs importations de produits raffinés, même lorsque ceux-ci étaient bon marché. Cette politique a conduit à rendre le pays très sensible aux fluctuations des cours du fait de la limitation des stockages. Ceux-ci ne pouvaient jouer leur rôle de tampon absorbant les variations de prix d'achat. Du point de vue technique, et conformément aux plans stratégiques de priorité sur le pétrole brut, on trouve au Japon un taux de conversion plus élevé

que dans la plupart des pays asiatiques ; les sites sont notamment fortement équipés en FCC (Fuel Catalytic Cracking), procédé qui permet le raffinage de pétroles très lourds. De même, les raffineurs développent et appliquent avec succès les méthodes plus modernes et moins polluantes de valorisation de produits lourds, par l'intermédiaire de techniques d'hydrocraquage.

Ainsi, et jusqu'en 1996, le monde pétrolier japonais s'est exclusivement basé sur un schéma simple d'importation de pétrole brut. Cela a conduit inévitablement, outre le manque de stocks achetés à bas prix et consommables en cas de crise, au contrôle du marché par les sociétés de raffinage et donc à la sclérose de tous les secteurs situés en amont (distribution des produits, production électrique, etc.). Les conséquences sur l'industrie nipponne en termes de performances ne sont pas négligeables. Cela aboutit en quelque sorte au dilemme de savoir si cette méthode protectionniste en termes d'importation n'entraîne pas en conflit direct avec les buts poursuivis de performance industrielle au niveau mondial.

II.2.2 Une anticipation négligée.

Les deux chocs pétroliers ont généré dans le monde occidental une politique fortement orientée vers la réduction de la dépendance pétrolière.

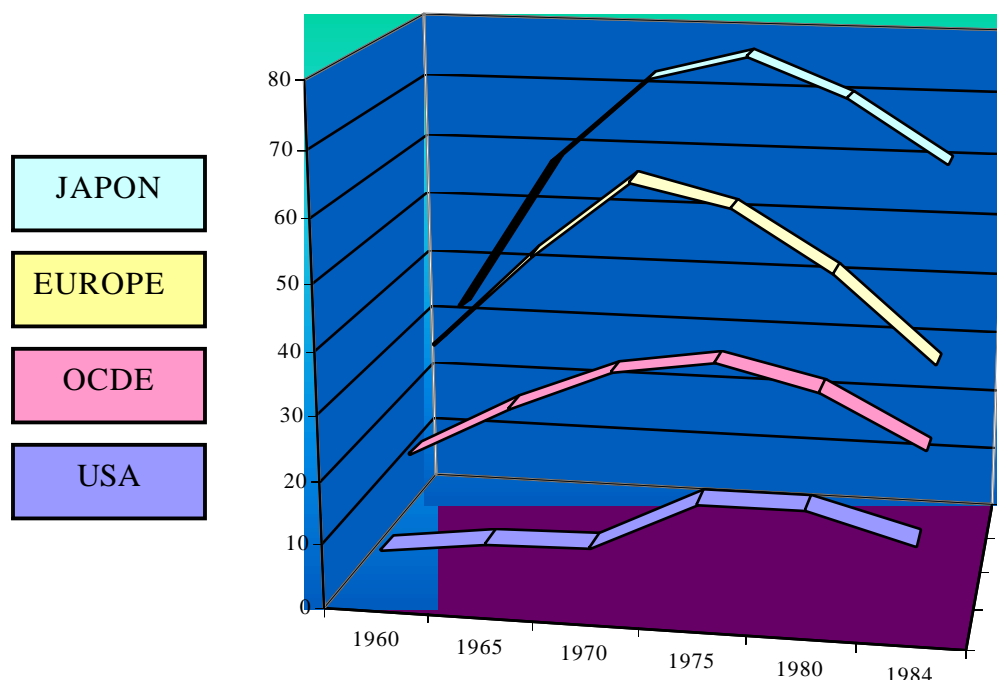
Les Européens ont dû chercher à remédier au plus vite à leur dépendance vis-à-vis des producteurs de l'OPEP. Des programmes d'économie d'énergie sont lancés, qui vont du rationnement de l'essence et du fioul à la réduction de la vitesse sur les routes. En France, la limitation de la période de chauffage des lieux publics s'impose en limitant les températures à 20°C puis 19°C, la modification des normes d'isolation des nouvelles constructions est conduite en fonction du gain apporté. En novembre 1974, sous l'impulsion des États-Unis, l'Agence internationale de l'énergie voit le jour. Celle-ci apparaît comme une réponse à l'OPEP, et préconise une diversification des fournisseurs et des sources d'énergie. La création du marché libre de Rotterdam traduit la volonté des Occidentaux de favoriser l'apparition de nouveaux fournisseurs. Nombre de pays s'engagent soit dans une réactivation du charbon, soit dans la mise en valeur de gisements pétroliers jusqu'alors trop coûteux à exploiter. La France choisit le développement de la filière nucléaire.

La situation du Japon est tout autre. Face aux crises successives, l'Etat n'a montré qu'une sensibilité et une attention mineures aux conséquences envisageables à long terme. En réalité, les immenses capacités du pays, la souplesse de son économie et l'excédent déjà important de sa balance commerciale ont masqué les véritables incidences de la crise sur le fonctionnement de sa machine industrielle. Cette confiance excessive dans la vigueur de son économie explique pour partie les faibles incitations aux économies d'énergie. L'échec de la politique de contrôle de la production pétrolière par des compagnies nipponnes peut traduire le manque de motivation des partenaires industriels japonais pour cette orientation.

En effet, depuis la création dans les années 60, de la Japan National Oil company (JNOC), les Japonais ont essayé, à l'image des européens et notamment de la France (Total et Elf), d'adopter une politique conduisant à s'assurer un accès direct aux matières premières. Malheureusement, et compte tenu des lourds investissements effectués par la JNOC, les résultats n'ont pas été à la hauteur des engagements réalisés. Au résultat, les vingt cinq compagnies nipponnes d'exploration et de production ne contrôlent que 15 % (sur les 30 prévus en 1967) des besoins japonais, contre 77 % pour Totalfina et Elf.

Certains observateurs estiment que les autorités n'ont pas une vision très claire de la politique énergétique à adopter. Effectivement, il est difficile de dégager une stratégie cohérente entre les différents acteurs de la politique énergétique. D'une part, le MITI prône une stratégie plus nucléariste mais s'appuie sur un projet jugé peu réaliste, et d'autre part les protocoles internationaux contraignants pour les émissions polluantes poussent les compagnies d'électricité vers une politique orientée vers le gaz, politique dont elles ne veulent pas. En complément, le Japon a continué, jusqu'à un passé récent, de s'appuyer sur une politique de taxation des produits pétroliers incohérente, limitant par ce fait les possibilités de diversification et donc la rentabilisation des pôles de consommation. Une redéfinition de la politique énergétique du Japon apparaît nécessaire et ne pourra bien évidemment ignorer la question pétrolière. Car même si la dépendance du pays est moins forte qu'avant les chocs pétroliers des années 70, elle demeure aujourd'hui à plus de 50 % au profit de la filière pétrolière.

Dépendance pétrolière en % des besoins :



II.2.3 Une réponse inadaptée.

Ayant pris conscience du retard accumulé, le Japon a engagé tardivement une politique de rationalisation de ses besoins en ressources énergétiques. Dans ce cadre, l'action menée conjointement par le MITI et l'ANRE (Agence Nationale des Ressources et de l'Énergie) a conduit le pays à choisir et appliquer des options sensiblement différentes des autres pays occidentaux, voire à délaissier des stratégies pourtant prometteuses.

En premier lieu, On peut constater qu'en réponse au marasme économique, l'Europe et même les Etats-Unis se sont engagés dans l'élaboration d'un système de marché commun dans leur sphère régionale. Cette « mondialisation frémissante » a permis le renforcement des stratégies économiques des pays concernées et a transformé celles-ci en bastions mieux protégés face à la concurrence et dimensionnés pour des négociations internationales.

Ce type d'alliance n'a pas eu, en Asie extrême orientale, le succès escompté. En effet, les structures de l'ASEAN, sorte d'embryon de communauté asiatique, n'ont pu venir à bout des dissensions entre les partenaires et des relations difficiles avec le Japon (qui n'est pas membre de cette organisation). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce phénomène.

D'une part, le Japon conserve l'image, chez nombre de ses voisins, de l'ancienne puissance coloniale et le sentiment de méfiance demeure vivace. D'autre part, les membres présentent d'importantes différences culturelles mais surtout économiques. Les objectifs commerciaux sont donc variés et parfois incompatibles. Le panel des nations de l'ASEAN se démarque singulièrement d'une Europe de l'Ouest très homogène.

Cette situation a conduit le Japon à se maintenir dans une sorte d'isolement que les succès rencontrés en termes de politique commerciale n'ont pas manqué de conforter. Aujourd'hui, il semble que l'intérêt porté aux problèmes régionaux et son engagement en tant que leader dans le monde asiatique, marque une évolution franche de la politique japonaise : la préservation de ce qui constitue sa sphère d'influence économique.

En revanche, d'autres secteurs stratégiques ont été développés mais ont déçu par leurs résultats. Ainsi, l'équipement en centrales nucléaires menée par le MITI n'a pas atteint un niveau suffisant pour permettre l'autonomie escomptée. Les 51 centrales nucléaires japonaises ne fournissent que 30 % des besoins en électricité du pays.

De la même façon, le secteur du gaz n'a pas reçu le développement obtenu dans les pays européens. Les projets actuels de coopération avec les pays producteurs, comme la construction d'un gazoduc connecté aux réserves russes, semblent d'ailleurs plus motivés par le respect des lois sur l'environnement que par une politique volontariste de diversification. En 1998, chaque japonais consommait en moyenne 550 m³ de gaz naturel, ce qui place le pays au 45ème rang mondial, juste derrière la France dont l'électricité d'origine nucléaire couvre 76 % de son marché.

La politique pétrolière a été jusqu'en 1996 très décevante. L'échec concernant le contrôle de 30 % des besoins illustre le manque d'efficacité du gouvernement Japonais à réduire sa facture vis-à-vis du Proche-Orient.

Importations de pétrole du Proche-Orient:

	1983	1999	Ecart
Proche-Orient	124,5 Mt	202.5 Mt	+ 38 %
Total	176,8 Mt	270 Mt	+ 35 %

Bien au contraire, et comme ces chiffres le montrent, durant une période de bas prix, le Japon n'a pas profité de la sérénité du marché pour s'engager dans une plus grande diversification. En effet, on s'aperçoit que les achats vers le Proche-Orient croissent de la même façon que la demande.

A l'image de ce phénomène, les structures de production et de distribution de produits pétroliers ont été maintenues dans une surprenante léthargie alors que le reste du monde occidental engageait ce secteur dans une réforme de grande ampleur. Ainsi, de 1990 à 1996, le nombre de raffineries est resté constant (40) alors que leur rentabilité diminuait. De même, le nombre de stations service passait, de 1980 à 1997, de 59 000 à 58 000, pour une distribution moyenne de 80 m³ par mois, ce qui est loin des standards européens. A cela, on peut ajouter les 30 000 revendeurs de produits (soit un pour deux stations service), chiffre dont on peut penser qu'il influe sur les difficultés à rationaliser ce marché.

L'ensemble de ces échecs peut vraisemblablement être mis sur le compte d'une politique de rationalisation mal gérée par les instances gouvernementales. Celles-ci ont dû faire face à la remise en cause de leur hégémonie en matière de conduite économique et à la résistance de certains secteurs industriels et commerciaux moins soucieux en période d'expansion. De plus, la main mise de l'Etat sur la production électrique, la politique tarifaire complexe doublée du soutien apporté aux autres sources d'énergie (comme le charbon), a contribué à faire du secteur de l'énergie un pôle industriel soumis à de fortes tensions.

TROISIEME PARTIE :

Une politique de sécurité énergétique tous azimuts.

III.1 Optimisation des besoins énergétiques.

III.1.1 Délocalisation de la production.

Conscient du retard pris dans le domaine de la maîtrise de la consommation, le Japon s'est engagé dans le développement des solutions variées et complémentaires. Dans le secteur industriel, la priorité fut mise sur la réduction des consommations des activités les plus gourmandes. Les grands pôles industriels subirent de nouvelles orientations. Dans ce cadre, la conjoncture internationale permit à l'industrie nipponne d'atteindre des objectifs à la fois en termes économiques mais également dans la réduction de ses besoins en énergie.

En effet, la délocalisation de la production dans d'autres pays apportait un quadruple avantage : la pénétration de marchés jusque-là protégés dans des secteurs manufacturiers (automobile, électronique, etc), la production à moindre coût dans le domaine de l'industrie lourde ou de transformation (pays ateliers), le détournement des lois japonaises sur le respect de l'environnement, et enfin la réduction de la facture énergétique globale du Japon. Ainsi, par une production sous contrôle à l'étranger, le Japon a pu bénéficier d'une réduction sensible de sa dépendance en matière énergétique, le coût et les problèmes d'approvisionnement étant supportés par les pays producteurs.

Les sociétés japonaises ont réalisé un certain nombre d'installations à l'étranger dans le secteur de la métallurgie (et notamment de l'aluminium). Ces zones de production furent installées près de sites miniers ou énergétiques comme en Australie, en Malaisie, au Venezuela ou au Brésil. L'ensemble de ses implantations devait ré-exporter environ un quart de leur production vers le Japon, qui devenait ainsi importateur de ses propres produits.

L'autre secteur majeur de la délocalisation est l'industrie automobile. Le développement et le succès de cette industrie, parvenue au second rang mondial pour le tourisme et au premier pour les utilitaires, ont conduit le Japon à mener une politique résolument tournée vers l'exportation. Pour une production totale d'environ dix millions d'unités, le pays a en effet exporté en 1990 5,8 millions de véhicules.

Pour parvenir à ces résultats, le pays a pénétré avec succès les marchés européens et américains par une implantation locale, détournant ainsi les politiques de protectionnisme élaborées en occident. Il s'ensuit que plus d'un million de véhicules japonais sont fabriqués à l'étranger, soit près de 10 % de la production nipponne. Les coûts énergétiques de la production, même s'ils ne sont pas l'objectif essentiel de la délocalisation, ont pu être ramenés, par l'implantation dans des zones géographiques sécurisées, à des valeurs supportables en termes de dépendance.

De façon générale, le Japon a fortement développé ses investissements à l'étranger, de par l'importance des volumes financiers disponibles (fort taux d'épargne) et de l'appréciation du Yen depuis les années 80. Les chiffres montrent que l'investissement japonais cumulé s'élève à plus de 400 milliards de US dollars placés en grande partie en Amérique du Nord et en Europe. Environ 20 % de ces investissements sont destinés à l'extension ou à la création d'activités japonaises à l'étranger, soit 80 milliards de US dollars. Le reste des fonds est dirigé vers des capitaux de portefeuilles et l'aide au développement.

S'il est clair que cette politique de production à l'étranger est le fruit d'une stratégie de pénétration des marchés occidentaux ou de production à moindre coût dans des pays ateliers, il demeure que ces actions ont permis au Japon d'alléger de manière importante sa dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques. Aujourd'hui, le pays a fait le choix de conserver sur son sol les productions les plus rentables et, sans abandonner les secteurs qui ont fait sa puissance, de développer à l'étranger pour des coûts plus faibles ou dans des zones moins soumises à la dépendance de l'énergie, les matières nécessaires au fonctionnement de son industrie.

III.1.2 Déréglementation en matière pétrolière.

Le programme de déréglementation lancé en 1986 par l'abrogation de la loi portant sur l'importation de produits pétroliers, a abouti en 1996 à la libération des importations de produits raffinés auparavant contingentés. C'était la fin du monopole des raffineurs japonais sur le marché local.

En effet, avant cette déréglementation, cette restriction protégeait le marché de toute nouvelle concurrence et créait de ce fait une industrie japonaise peu performante en comparaison des standards internationaux. La levée de tous contrôles sur les importations de produits pétroliers, effective depuis le premier avril 1996, constitue l'évolution la plus importante survenue dans l'industrie pétrolière nipponne depuis plus de dix ans. Toutes les compagnies peuvent désormais importer essences et autres distillats, sous réserve de disposer de stocks équivalents à 70 jours de consommation et de respecter les normes en matière de qualité des produits. Cette mesure incita de nombreuses entreprises non pétrolières à s'engager dans la distribution de produits. Il s'ensuit une mise en concurrence importante des réseaux de distribution et parallèlement un déclin de la rentabilité du secteur raffinage au Japon qui n'était plus protégé (l'année 1996 a vu la réduction des marges de 40 % pour les compagnies pétrolières).

Confrontés à une nécessité de restructuration, les raffineurs japonais ont amorcé de grandes manœuvres. Les fusions ou rapprochements de sociétés pétrolières ont démarré dès l'année 1997. Dans ce cadre, la Nippon Oil et la Mitsubishi Oil ont annoncé leur fusion fin octobre 1998, constituant dès lors le premier groupe pétrolier national. Toutefois, la politique de regroupement des entreprises sera sans doute insuffisante pour sauver et maintenir des infrastructures vieillissantes, la faible capacité de production des unités, et le rendement insuffisant du réseau de distribution. Il est à prévoir un certain nombre de fermetures de raffineries dans le cadre de la rationalisation du marché.

L'autre secteur sur lequel le gouvernement japonais a décidé d'engager une réorganisation est la taxation des produits pétroliers. Cette nouvelle déréglementation se basait sur le principe que l'industrie devait être libre de générer une concurrence intérieure, excepté dans les périodes d'urgence où le gouvernement se réserve le droit d'intervenir.

Il existait jusqu'en 1987 un système de taxation complexe touchant l'ensemble des produits raffinés. L'objectif de ces impositions était d'une part de protéger le secteur japonais du raffinage, et d'autre part de soutenir un certain nombre d'activités par l'intermédiaire de subventions. Ainsi, la taxe d'importation levée sur l'ensemble des produits bruts ou raffinés fut instaurée en 1960 à titre provisoire pour soutenir l'activité charbonnière alors en difficulté. De même, la taxe sur les carburants est appliquée (à titre temporaire) depuis 1954 pour soutenir la construction routière. La taxe sur le pétrole fut établie en 1978 pour promouvoir une politique de stockage puis fut étendue aux dépenses liées à la recherche de sources d'énergie alternatives. De

façon générale, tous les types de carburant sont soumis à une taxe particulière (gazole, kérosène, GPL,...).

De plus, de nombreux secteurs bénéficient d'exemptions ou de remboursements de tout ou partie des taxes réglées. C'est le cas dans l'agriculture ou la pêche, mais également dans le secteur de la pétrochimie ou sur certains utilisateurs de processus de raffinage comme les unités de craquage. Enfin, les utilisateurs de procédés anti-pollution peuvent également bénéficier de taxes locales modérées, voire de certaines exemptions.

La dérégulation du marché de distribution au Japon illustre l'intérêt en termes d'économie et de sécurité qu'un marché libre peut apporter. L'objectif immédiat de la politique du gouvernement fut de rapprocher les prix de vente japonais des différents produits de la réalité des coûts et des standards internationaux tout en appliquant une tarification transparente. La libération du marché pétrolier et la fin de l'affiliation des stations services aux compagnies pétrolières a permis d'atteindre cet objectif. La rationalisation des conditions de fonctionnement du marché intérieur (coûts, transports, distribution, échanges) fut reconnue comme un facteur de réduction des besoins et donc d'amélioration en terme de sécurité des approvisionnements.

III.1.3 Activités de recherche et de développement.

La politique de production à outrance qu'a suivi le Japon depuis les années cinquante a fait de ce pays une des nations les plus polluées de la planète. Chaque année, plus d'un milliard de tonnes de dioxyde de carbone est produit au Japon (90 % provient du secteur de l'énergie), ce qui le place au quatrième rang mondial mais derrière les trois grands que sont les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Autant dire que, rapporté à la superficie de l'archipel, le pays est dans les faits le plus souillé.

Par des lois successives sur l'environnement, les autorités japonaises ont pris la mesure de cette situation et décidé de mettre en œuvre une politique d'amélioration de l'environnement. Cette politique passe notamment par l'évolution des process industriels dans le but de réduire les gaz polluants issus de l'industrie et de la circulation routière. Dans ce cadre, l'activité de recherche et développement, en rejoignant les objectifs d'économie d'énergie, prend nécessairement une part active dans la course à la sécurité énergétique.

L'effort du Japon dans ce secteur est tout à fait considérable : premier pays pour le nombre de brevets déposés chaque année, il est l'égal des Etats-Unis pour sa part de PNB investie dans la recherche (environ 3 %), avec plus de 500 000 chercheurs et 80 milliards de US dollars. Dans le secteur énergétique, la politique de recherche s'est orientée selon trois axes (le secteur nucléaire excepté): le premier consiste à développer des méthodes de raffinage capables d'exploiter et de transformer des produits brut de plus en plus lourds à l'aide de procédés de plus en plus propres. Le deuxième, à la charge des constructeurs automobiles, est axé sur la réduction de la consommation des véhicules à moteur. Le dernier axe de recherche s'appuie sur la mise en valeur de procédés basés sur les énergies nouvelles.

Le secteur pétrolier, de par la protection dont il bénéficiait, avait pris un certain retard technologique en termes de procédés de raffinage. Cependant, ces dix dernières années ont vu l'amélioration sensible des techniques employées grâce au dynamisme retrouvé et à l'emploi de procédés nouveaux moins agressifs sur l'environnement et plus rentables (hydrocraquage, hydrodésulfuration, ...). Le Japon, associé à des organismes comme l'Institut Français du Pétrole, a développé des solutions industrielles capables de produire sur une gamme plus étendue

de bases pétrolières tout en réduisant les émissions polluantes. L'emploi d'une industrie de raffinage toujours plus performante permet la diversification des matières premières employées (valorisation de bases pétrolières plus lourdes non issues du Proche-Orient), et par voie de conséquences la réduction de la facture pétrolière arabe.

Le secteur automobile influe également sur deux paramètres sensibles : la facture pétrolière et l'émission de gaz polluants. Les efforts consentis par les constructeurs d'automobiles répondent à ce double besoin de réduire les nuisances dues à la pollution et d'améliorer l'attractivité des modèles par une moindre consommation en carburants. Dans ce cadre les grands de l'automobile japonaise ont développé des secteurs de recherche qui demeurent dans la profession les plus performants, le pays ayant abandonné son image de pilleur de brevets qui lui colla longtemps à la peau.

Les énergies nouvelles font l'objet de recherches importantes mais devraient malgré tout demeurer un secteur peu productif. En effet, le gouvernement japonais prévoit pour 2010 une production dans ce secteur de 23 millions de mètres cubes en équivalent pétrole, soit 3,7 % des besoins envisagés (géothermie comprise). Cependant, devant la gravité de la pollution et la pression médiatique, l'ensemble des axes de recherche bénéficient d'un appui financier important. Ainsi par exemple, le MITI, va demander aux producteurs d'électricité de porter de 0,6 à 2% la part des énergies renouvelables dans leur panier d'énergies primaires d'ici à 2010. Cette obligation permettrait d'obtenir un certificat et les électriciens qui consommeraient plus de 2% de renouvelables pourraient revendre le surplus à ceux qui ne respecteraient pas ce quota, ce qui leur permettrait de financer le surcoût résultant. Les autres domaines d'étude actuellement développés concernent l'énergie éolienne (bien que le Japon soit peu soumis à des vents dominants), la biomasse, l'énergie géothermique et solaire mais également l'effet photovoltaïque qui est associé à la recherche sur les semi-conducteurs dont le Japon est le leader mondial.

La situation de la pollution continue d'être un souci majeur pour le gouvernement japonais. La concentration des sites urbains mêlés à une implantation industrielle sauvage, fortement polluante et obsolète, a contribué à la saturation d'une grande partie du territoire japonais. Cette politique, naît du productivisme forcené des décennies passées, subit depuis une dizaine d'années une importante inflexion vers l'« assainissement » et la modernisation des moyens de production. Cette démarche, justifiée par la gravité de la situation, conduit également à rechercher la maîtrise de la consommation.

III.2 Diversification des ressources énergétiques.

III.2.1 Le rôle du nucléaire au Japon.

A la veille du premier choc pétrolier, le Japon tire du pétrole près de 80 % de ses ressources énergétiques. Cette situation, gravissime pour un pays qui structure sa puissance presque exclusivement sur son industrie lourde, sonne le glas des certitudes du pays sur l'infailibilité de son système. Même si le premier choc était rapidement digéré par la surpuissance économique de l'entreprise « Japon », la succession de plusieurs crises pétrolières remettra définitivement en cause le système et poussera les dirigeants à modifier profondément les stratégies en fonction de la fragilité révélée vis-à-vis des besoins énergétiques. Poussée, avec

retard dans la course aux économies d'énergie, le Japon se résout à diversifier ses ressources énergétiques en pariant notamment, et à l'image de la France, sur le secteur du nucléaire industriel.

Si ce type d'énergie n'est pas ignoré jusqu'au premier choc pétrolier, ce domaine tient une place particulière dans un pays ayant subi le feu nucléaire. Aussi, de 1950 à 1973, son évolution n'est envisagée que sous l'angle de la recherche scientifique. En 1956 est créée la Commission à l'énergie atomique et l'institut japonais de recherche atomique.

Suite aux consignes de rationalisation des besoins énergétiques, ces deux organismes se contentent, dans une première approche, d'acheter des centrales nucléaires américaines suivant les deux types de réacteurs communément utilisés : réacteurs à eau pressurisée (PWR) et réacteurs à eau bouillante (PBR). Des accords de partenariat unissent ainsi les entreprises Mitsubishi et Westinghouse ; de même, Hitachi-Toshiba s'allie à Général Electric. En conséquence, le pays utilise aujourd'hui 51 centrales nucléaires (3^{ème} rang mondial derrière les Etats-Unis et la France), pour une production de plus de 43 GW (également le troisième rang mondial). Cependant, cette source énergétique ne produit que 31 % des besoins japonais, ce qui ne le place qu'au 12^{ème} rang mondial.

L'échec de cette politique est patent. Le MITI continue aujourd'hui de prôner une politique nucléariste pour éventuellement s'approcher des résultats obtenus par la France (76 % des besoins). Cependant, plusieurs facteurs militent en faveur d'un statu quo de la production nucléaire au Japon, ce qui donne à la planification d'Etat un caractère irréaliste.

Il faut tenir compte du retard pris dans ce domaine par le pays alors que parallèlement, la conjoncture en termes d'environnement a fortement évolué. Les problèmes rencontrés par l'élimination et le retraitement des déchets radioactifs conduisent le peuple japonais, déjà surexposé aux effets de la pollution, à influencer, par l'intermédiaire de lobbies puissants comme les organisations écologiques, sur la politique du pays. De même, la sensibilité toute particulière des japonais sur les dangers du nucléaire impose la prudence de la part des gouvernements. La fuite de sodium de la centrale de Monju en 1995 a ravivé les craintes des japonais pour tout ce qui touche à l'atome.

Le gouvernement est donc mis en demeure de résoudre un problème dont aucune solution viable n'est de nos jours envisageable à court terme. Si le réseau hydrographique ne peut subir de nouveaux aménagements, les techniques appliquées aux énergies nouvelles ne peuvent encore produire de façon rentable des quantités d'énergie importantes, la dernière source rentable non dépendante de l'énergie fossile, le nucléaire, reçoit de la part de la population un accueil frileux qui tend aujourd'hui à une hostilité déclarée. Dans ce cadre, les espoirs d'une politique d'énergie dominée par le nucléaire deviennent de plus en plus utopiques. Le MITI est d'ores et déjà conscient de ne pouvoir atteindre son objectif de construire vingt nouvelles centrales nucléaires d'ici 2010, soit un parc équivalent aux structures françaises.

III.2.2 La facture pétrolière vers le Proche-Orient.

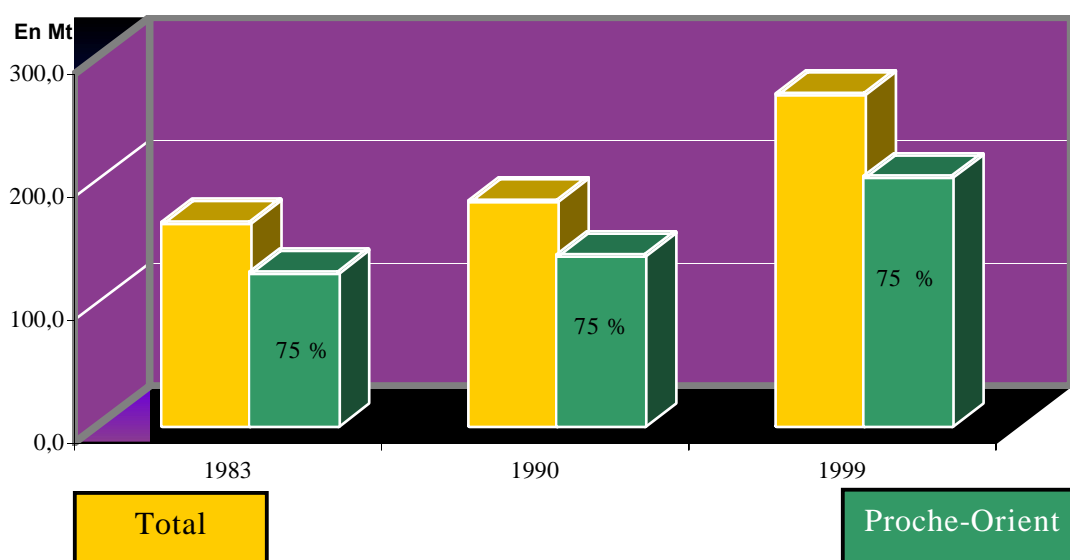
Malgré tous les efforts de diversification consentis, le Japon demeure, avec 75 % de ses importations pétrolières, le pays le plus dépendant de la manne proche orientale. La politique pro-arabe, menée par le pays durant les trente dernières années, fut conduite afin d'obtenir les bonnes grâces des Etats producteurs de la région et assurer ainsi l'apport essentiel à son économie.

Comme il a été précisé plus haut, le pays a accusé un retard certain dans la recherche de solutions alternatives. Cette politique plutôt laxiste trouve son explication d'une part dans l'influence mesurée des chocs pétroliers sur le Japon, et d'autre part dans l'obsession de la production qui a longtemps orienté la politique japonaise.

En effet, « Exporter ou mourir » fut longtemps le leit motiv de l'économie nipponne. Cette maxime traduisait la situation de survie et de dépendance dans lequel se considérait le pays. Peu importe le prix payé, il paraissait vital pour l'existence de la nation d'axer tout son potentiel et son énergie sur la production de masse, quitte à négliger les effets à moyen terme. Le sentiment que seul le leadership économique permettait la survie du système supposait d'en accepter toutes les contraintes. Une des conséquences de cette vision toute japonaise de la vie économique fut l'explosion de ses besoins énergétiques et, afin d'en garantir la ressource, le suivi d'une politique bienveillante essentiellement axée sur le plus gros fournisseur d'énergie de la planète : le Proche-Orient. L'idée a mené le pays à une position de dépendance sans précédent parmi les pays les plus riches du monde.

De plus, et comme une confirmation du choix de cette politique et du sentiment perceptible d'invulnérabilité, cette vision peu réaliste fut confortée par les conséquences limitées des deux chocs pétroliers. La balance commerciale fortement excédentaire permit le tassement des implications en termes économiques (les véritables difficultés résidaient en fait dans une crise financière antérieure à ces événements). Certain virent au travers de ces événements la confirmation que l'hégémonie économique japonaise (et donc ses stratégies et pratiques) ne pouvait être remise en question.

EVOLUTION DES BESOINS PETROLIERS JAPONAIS



Le bilan de cette situation conduit au maintien d'une forte dépendance vis-à-vis des moyens pétroliers issus du golfe arabo-persique. De plus, la politique de contrôle de la production pétrolière par l'intermédiaire de compagnies japonaise a subi un échec important au regard des sommes investies par le MITI et le JNOC (Japan National Oil Company) responsable de la distribution de la manne financière gouvernementale aux compagnies pétrolières japonaises. En effet, les dirigeants nippons ont essayé d'adopter une politique semblable à celle de la France qui, en créant Total et Elf s'assura un accès direct aux matières premières. Mais les succès escomptés ne furent pas au rendez-vous, compte tenu des lourds investissements consentis. Il semble que la détente opérée dans les années quatre vingt dix ait en fin de compte infléchi la dynamique de recherche d'un équilibre entre les producteurs arabes et les compagnies contrôlées par l'Etat japonais. Pour illustrer ce manque de motivation, notons qu'en février 2000, la non reconduction de la concession jusqu'alors détenue par le Japon dans la partie saoudienne de la zone neutre, a suscité de graves interrogations quant à la volonté du pays à poursuivre sa collaboration en matière pétrolière dans les pays du golfe. Près de 5 % des importations japonaises étaient issues de cette concession. D'autres fins de contrat (échéance en 2003 avec le Koweït notamment) augurent de nouvelles difficultés quant au contrôle des approvisionnements japonais issus de cette partie du monde.

Il ne faut cependant pas considérer la dégradation de la politique de contrôle de la production au Proche-Orient comme un échec total mais peut-être comme la conséquence d'une réorientation de la volonté du pays à diversifier son approvisionnement. Le Japon est aujourd'hui dans la situation de l'Europe qui découvre que de nouvelles ressources sont disponibles dans son propre environnement (mer du Nord). La Chine, l'Indonésie, la Malaisie et la Russie semblent devenir le nouveau pôle d'intérêt fondamental pour l'approvisionnement énergétique du Japon.

III.2.3 Développement du partenariat régional.

A l'image de l'attitude européenne de ces vingt dernières années, et conscient du danger que représente son attachement aux ressources issues de la péninsule arabo-persique, c'est vers un partenariat régional que le Japon se tourne résolument pour tenter de résoudre ses problèmes de dépendance énergétique. Pour cela, le pays doit compter à la fois sur les forces mais aussi les faiblesses de sa situation.

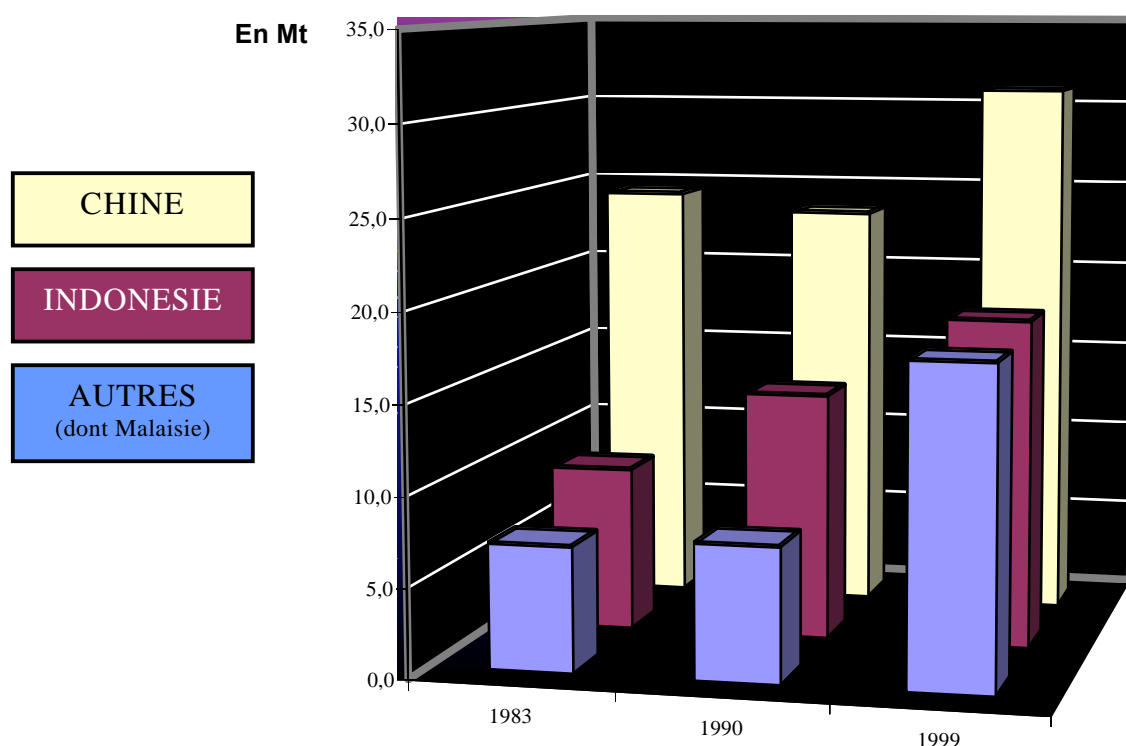
Le Japon bénéficie de circonstances exceptionnellement favorables dues au contexte économique actuel. D'une part, la fin d'un monde partagé entre capitalisme et collectivisme a libéré d'énormes potentiels énergétiques jusque-là soit réservés aux besoins intérieurs des pays communistes, soit inexploités par manque de moyens. Ainsi, les gigantesques capacités sibériennes, caucasiennes et chinoises sont désormais accessibles aux besoins croissants de l'économie mondiale. Cette porte ouverte à des ressources potentiellement supérieures aux réserves arabes permet d'envisager de nouveaux partenariats à brève échéance. D'autre part, le Japon présente l'avantage sur les autres puissances économiques de posséder les plus grandes ressources financières de la planète. La vigueur de son économie et l'excédent commercial toujours important a permis au Japon de dégager un trésor financier qui fait de ce pays le principal bailleur de fonds du monde. Il est certain que l'importance des fonds disponibles fait du Japon un partenaire idéal pour la mise en valeur de sites de production.

Cependant, malgré une conjoncture plutôt favorable à l'accélération des investissements japonais à l'étranger, le pays doit prendre en compte les obstacles qui maintiennent l'évolution des investissements régionaux à un niveau plus faible que ceux attendus. Il s'agit principalement de la méfiance, toujours forte, de certaines populations envers

l'hégémonie japonaise sous toutes ses formes. Cette vision permet de comprendre que malgré les efforts consentis vers les nations voisines (Malaisie, Indonésie, Vietnam, Corée et surtout la Chine), les résultats demeurent insuffisants. De même, les investissements japonais en Russie restent limités pour cause de désaccords territoriaux sur les îles Kouriles datant de la seconde guerre mondiale. En outre, des difficultés ou des carences dans les domaines politiques ou linguistiques font obstacle à l'investissement japonais à l'étranger. Si la barrière du langage s'explique aisément, le manque de dimension internationale du Japon demeure une faiblesse importante sur le plan économique. Le fait d'être considéré comme un « nain politique » durant quarante ans, et surtout de s'en être contenté, continue aujourd'hui d'influer sur les choix de certains Etats dans leurs décisions de partenariats économiques. Les efforts consentis aujourd'hui dans ce domaine, traduisent le désir de la nation japonaise de tirer un trait sur ce passé.

En effet, le Japon est devenu le premier investisseur régional si l'on excepte la Russie et la Chine dont l'Amérique reste le grand pourvoyeur de fonds. On peut citer la présence importante des compagnies pétrolières japonaises en mer Caspienne, qui prennent une part de plus en plus active dans l'exploitation de gisements pétroliers et gaziers (Mitsui engagé à hauteur de 15 % dans la compagnie nationale de l'Azerbaïdjan sur le champ de Kur Dashi). De même, les quantités de produits importés de Chine, Malaisie et d'Indonésie sont en constante progression depuis vingt ans, mais restent insuffisants.

Importations pétrolières asiatiques vers le Japon



Au regard des ces résultats, l'effort japonais s'est orienté vers une nouvelle forme de coopération avec les pays faisant parti de sa sphère immédiate d'influence économique. En effet, l'Asie représente 40 % du commerce extérieur du Japon et 64 % de son excédent commercial. Cette zone est la première partenaire économique du Japon, à la fois pour ses importations et pour ses exportations. Aussi il est vital pour le Japon que la stabilité de la région, en particulier dans ses besoins énergétiques, soit assurée pour permettre le bon fonctionnement des échanges

commerciaux. La détérioration de l'économie asiatique, conséquence d'une rupture de l'approvisionnement en énergie, aurait des effets désastreux sur l'économie japonaise. De même, le point toujours croissant des besoins pétroliers de l'économie asiatique seraient, en cas de crise, à l'origine d'une déstabilisation de l'ensemble du marché mondial du pétrole. Conscient de cette interdépendance entre les économies asiatiques et celle du Japon, celui-ci est à l'origine du développement de la coopération régionale. L'objectif fixé est de faire bénéficier les autres pays de la région de l'expérience accumulée dans divers domaines par l'Etat japonais tout en assurant une politique globale de réduction des importations venant de l'extérieur de la zone. L'initiative de coopération s'applique particulièrement dans quatre secteurs : le transfert de technologie dans le but d'optimiser l'utilisation de ressources locales de façon moins polluante, la coopération en matière nucléaire, l'élaboration d'un réseau d'oléoducs et de gazoducs, et enfin la mise en place d'une politique cohérente concernant le stockage stratégique de produits pétroliers.

Le transfert de technologie poursuit le double objectif de conduire à la réduction des besoins énergétiques des partenaires asiatiques du Japon et d'œuvrer pour la réduction des émissions polluantes. C'est principalement dans le domaine charbonnier que le Japon apporte son expérience, et notamment au travers de son savoir-faire en matière d'exploitation « propre » de cette ressource (Clean Coal Technology). L'application de la CCT permet l'emploi de cette source d'énergie présente en Asie mais jusque-là très polluante, tout en réduisant la facture pétrolière.

Le Japon est également prêt à transférer une partie de son expérience dans le domaine du nucléaire. De la même façon, cette politique d'ouverture est appliquée dans l'espoir de voir la demande pétrolière asiatique diminuer, mais également dans le but de réduire la quantité de dioxyde de carbone rejetée dans l'atmosphère. Actuellement, le développement de cette politique se limite à des échanges entre experts et à la tenue de conférences internationales.

Le transport de matières pétrolières par oléoducs fait parti des projets les plus importants pour le Japon. En effet, la présence de réserves en hydrocarbures considérables (en particulier de gaz) dans l'île de Sakhaline et sur de nombreux sites de Sibérie, permet d'envisager une diversification importante des ressources énergétiques (comprendre la réduction de la facture pétrolière du Proche-Orient). Cependant, l'élaboration d'un tel projet doit, au préalable, résoudre de nombreuses difficultés. Il faut en effet que des accords internationaux à longs termes voient le jour entre les producteurs, les pays transitaires et les consommateurs. Or, certains ne présentent pas une stabilité politique suffisante pour rassurer l'ensemble des acteurs. De plus, les investissements colossaux à envisager doivent faire l'objet de négociations sur les participations. Enfin, la fragilité économique de certains partenaires pourrait influencer sur les besoins et donc sur les coûts supportés par l'ensemble de la région. Le Japon n'a pas encore déterminé quel sera son poids dans la mise en place de ce réseau.

Par contre, le gouvernement nippon semble déterminé à transmettre son expérience dans le stockage stratégique de réserves pétrolières. Le pays s'est engagé à modifier sa propre politique, passant ainsi d'une réserve de dernière urgence à une politique s'appuyant sur des réserves stabilisatrices des à-coups du marché.

L'impréparation en la matière des pays formant le Nord-Est de l'Asie a conduit dans un passé récent à des difficultés en termes de disponibilité. En 1998, la réunion de l'APEC à Okinawa avança l'idée d'un système commun de stockage pétrolier en Asie chargé d'absorber les variations du marché et l'évolution des besoins intérieurs. Les nombreuses difficultés liées aux différentes taxations et aux participations sont en cours résolution.

Depuis la crise financière collective qui a touché l'ensemble de l'extrême Orient à l'été 1997, le Japon semble tenter de fédérer les volontés de la région vers une résolution commune des difficultés économiques.

Ce tournant marque la franche évolution de la politique japonaise, jadis isolationniste, et désormais désireuse de s'imposer comme une locomotive du partenariat régional. Une fois de plus, le Japon s'oriente vers des méthodes déjà appliquées en occident et notamment en Europe. Cependant, les pays formant cette zone ne bénéficient pas d'un développement économique équivalent. Le Japon est en effet le seul d'entre eux à avoir dépassé le stade de « pays atelier » ; tous continuent leur course effrénée vers la productivité en se souciant peu des conséquences à moyen terme. L'ensemble de cette communauté se retrouve de fait dans la situation du Japon il y a une vingtaine d'année, où seule comptait la production. On peut comprendre alors la divergence des visions en terme de sécurisation énergétique alors que certains n'ont pas encore stabilisé leur propre économie. Par conséquent, la résolution commune des problèmes d'approvisionnement en énergie (dont certains sont producteurs) est non seulement sans priorité pour certains, mais peut aussi apparaître comme une nouvelle méthode de développement de la puissance japonaise par l'intermédiaire de ses entreprises .

Il semble que toutes ses raisons soient autant d'obstacles aux visions japonaises de transformer la région en une vaste zone économique fonctionnant principalement au bénéfice des entreprises japonaises, et qui libèrerait le Japon de toute dépendance vis-à-vis des marchés hors de la région. Cette stratégie a subi un premier échec lors de la crise financière profonde que connut cette région récemment, événement qui a mis un frein au développement harmonieux de la coopération entre pays de l'Extrême-orient.

Néanmoins, le gouvernement japonais continue de débloquer d'importantes sommes pour le retour à la stabilité économique de la région (66 % de l'aide économique apportée par le Japon est au bénéfice de l'Asie), et à appuyer les demandes d'aides financières vers le FMI et la banque mondiale. Malgré la fragilité des structures de la région, le Japon n'a pas d'autre choix que de se tourner vers un partenariat qui seul peut permettre de résoudre son problème de dépendance énergétique.

CONCLUSION

La politique japonaise de sécurisation énergétique marque le pas. Il semble que les réductions de consommation pétrolières aient atteint un seuil difficilement compressible. Les restructurations et délocalisations, accompagnées d'une déréglementation intérieure mettent un point final aux possibilités de restriction en termes d'approvisionnement. D'ailleurs, les objectifs fixés par le MITI sont de maintenir pour 2010 une demande équivalente à celle de 1998. Les solutions alternatives sont saturées (hydroélectricité) ou ne bénéficient pas du soutien de l'opinion publique (nucléaire). S'ajoutent à cela les graves problèmes de pollution générés par l'activité économique et qui sont devenus en quelques années, une préoccupation essentielle de la population japonaise. La recherche dans le secteur des énergies nouvelles propres demeure anecdotique car peu rentable. L'amélioration de la situation par voies internes ne semble plus pouvoir progresser de façon significative.

Pourtant, le pays reste dépendant à 75 % de ses approvisionnements venant de la péninsule arabo-persique. Cette situation, même si elle s'est améliorée depuis ces vingt dernières années, est d'autant plus insupportable que le Japon n'est plus en mesure de contourner cette difficulté. Le pays avait par le passé testé le fonctionnement en autarcie et celui du contrôle par la force, ce qui permettait dans les deux cas, de s'affranchir d'une quelconque dépendance. Aujourd'hui, la mondialisation des échanges ne protège plus les marchés et la production au moindre coût obligent les économies à des prises de risque pour le maintien de leur activité. Dans l'incapacité de réduire sa dépendance énergétique, le Japon se trouve pour la première fois (dans le domaine économique) dans l'obligation d'envisager une solution en partenariat avec ses voisins pour puiser dans les réserves existantes et importantes du Moyen et de l'Extrême-Orient. Néanmoins, le manque de maturité de certains pays et la faible homogénéité dans les développements, conduisent les spécialistes à considérer qu'un tel projet n'est pas encore envisageable, d'autant plus que les investissements colossaux nécessaires sont incompatibles avec l'instabilité de certaines nations.

Les opportunités pour la nation nippone de diversifier plus avant ses approvisionnements énergétiques paraissent, dans un avenir immédiat, plutôt incertaines. Etant dans l'incapacité de réduire son taux de dépendance, le Japon n'a pas d'autre choix que de garantir la pérennité de ses sources d'énergie. Pour cela, il lui faut acquérir une reconnaissance internationale suffisante qui lui permette de peser dans le concert des nations.

Or, le pays s'est longtemps contenté d'être un géant économique doublé d'un nain politique. L'absence du Japon dans les instances dominantes de l'ordre mondial semble aujourd'hui toucher à sa fin. En effet, français et britanniques apportent désormais leur voix aux Etats-Unis pour appuyer la candidature de la deuxième économie mondiale à un siège de membre permanent au conseil de sécurité des Nations unies. Pour justifier cette candidature, le pays s'est graduellement donné les moyens de cette réintégration parmi les grands. Premier fournisseur d'aide au développement depuis 1990, il dépense en 1995 plus de 14 milliards de dollars à cette activité, dont 66 % à destination de l'Asie et 9 % pour le seul Moyen-Orient. Ses efforts traduisent la volonté des gouvernants japonais de s'impliquer lourdement dans les affaires économiques mondiales, mettant un terme à près un demi-siècle d'absence de la scène internationale. L'émancipation politique de ce pays qui désormais, « peut dire non » à son grand suzerain américain, n'est-elle pas l'aboutissement logique pour une nation leader de l'économie mondiale ?

Dépouillé de ses armes traditionnelles et incapable de concrétiser pour le moment un projet régional d'autosuffisance, le Japon entend renforcer la faiblesse de son économie par sa volonté de figurer parmi les leaders de la politique et de la diplomatie internationale et, par ce biais, de se permettre, pour la première fois depuis la défaite de 1945, un rôle actif dans la défense de ses intérêts.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES:

ENERGY POLICIES OF IEA COUNTRIES : Japan 1999

COLLECTION QUE SAIS-JE ?

L'ECONOMIE DU JAPON.....Maurice Moreau

COLLECTION QUE SAIS-JE ?

HISTOIRE DU PETROLE.....Dalemont et J.Carrié

L'ETAT DU JAPON : la dépendance énergétique.....Jean-Marie Martin

ARTICLES :

TENDANCES N°57

JAPON:

LA DIVERSIFICATION COMME REMEDE A LA VULNERABILITE ENERGETIQUE

THE ENERGY INDUSTRY TOMORROW :

energy in Japan N° 160'99 Nov.

Its survival amid in intensifying global competition.....Yoshihiro Sakamoto

LE JAPON EST PEU AFFECTE PAR LA FLAMBEE DU BARIL

Le Monde du 29 septembre 2000.....Philippe Pons

JAPON : UN DEBUT DE REDRESSEMENT

Le Monde du 5 août 2000.....Philippe Pons

L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT DU JAPON

Le Monde du 29 septembre 1994

DOCUMENTS :

BULLETIN DE L'INDUSTRIE PETROLIERE

N° 9051 6 mars 2000

PETROLE INFORMATIONS JAPON : UNE MUTATION DIFFICILE

N° 1738 janv. Févr. 1999.

PETROLE 98, ELEMENTS STATISTIQUES.....Comité professionnel du pétrole

ENCYCLOPEDIE ENCARTA..... MICROSOFT